



RÉPONSE À LA PÉTITION

Préparer en anglais et en français en indiquant 'Texte original' ou 'Traduction'

N^o DE LA PÉTITION : **421-04344**

DE : **M. BITTLE (ST. CATHARINES)**

DATE : **LE 10 JUIN 2019**

INSCRIRE LE NOM DU SIGNATAIRE : **SIGNÉ PAR L'HONORABLE CHRISTIA FREELAND**

Réponse de la ministre des Affaires étrangères

SIGNATURE

Ministre ou secrétaire parlementaire

OBJET

SOUDAN

TRADUCTION

RÉPONSE

La promotion et la protection des droits de la personne et des libertés fondamentales font partie intégrante de la politique étrangère du Canada. Le Canada suit de très près l'évolution de la situation au Soudan depuis le début du mouvement de protestation en décembre 2018. Au cours des premiers mois des manifestations, le Canada a publié plusieurs déclarations soutenant le droit des manifestants à exprimer leurs opinions et condamnant la réaction violente du gouvernement du Soudan, y compris son utilisation de balles réelles et la détention sans accusation ou procès de militants politiques et de manifestants.

Après le limogeage d'Omar al Bashir à la présidence du Soudan le 12 avril 2019, le Canada a félicité le peuple soudanais pour sa détermination à se faire entendre et appelé à la transition vers un gouvernement dirigé par des civils. Le Canada a également été l'un des rares pays à reconnaître le rôle important joué par les femmes dans le changement au Soudan et a demandé au nouveau gouvernement de supprimer toutes les lois et politiques discriminatoires qui minent les femmes et les filles et de les inclure dans tous les processus politiques.

Le 5 juillet 2019, un accord intérimaire a été conclu entre le Conseil militaire de transition et les Forces pour la liberté et le changement. Le Canada a reconnu que l'annonce de l'accord constituait un pas positif et a remercié les émissaires de l'Union africaine et de l'Éthiopie pour leur rôle dans la médiation des négociations ayant abouti à l'accord. Le Canada a également encouragé les deux parties à procéder rapidement à la nomination d'un gouvernement de transition et à parvenir à un accord final garantissant que le peuple soudanais atteigne son objectif de devenir un pays démocratique, pacifique et prospère.

Outre les déclarations officielles du gouvernement du Canada, des diplomates canadiens à l'Ambassade de Khartoum ainsi que d'autres responsables d'Affaires mondiales Canada ont soulevé des enjeux préoccupant le Canada auprès du gouvernement du Soudan et communiquent régulièrement avec divers intervenants, y compris des pays aux vues similaires, des organisations de la société civile et des représentants des Forces pour la liberté et le changement, afin de déterminer la manière la plus efficace de réaliser un changement positif au Soudan. Le Canada a également utilisé des plateformes multilatérales telles que les sessions régulières du Conseil des droits de l'homme pour condamner la réponse violente des forces de sécurité soudanaises aux manifestations pacifiques, en particulier le déplacement forcé des manifestants près du quartier général des forces armées soudanaises le 3 juin 2019, et a appelé à ce que les auteurs des violences soient tenus responsables.

L'engagement du Canada avec les organisations de la société civile comprend des réunions avec des activistes soudanaises, au Canada et au Soudan, pour discuter de leur vision de l'avenir de leur pays et identifier des occasions que le Canada pourrait saisir en vue de supporter leur appel à un Soudan démocratique et inclusif.

Le Canada continuera d'appuyer les revendications justes de démocratie et des droits de la personne du peuple soudanais en œuvrant à la mise en œuvre efficace de l'accord signé récemment entre le Conseil militaire transitoire et les Forces pour la liberté et le changement.